

**Assemblée générale**

Distr. générale  
4 avril 2014  
Français  
Original: anglais

**Conseil des droits de l'homme**  
**Groupe de travail sur la détention arbitraire**

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention  
arbitraire à sa soixante-huitième session,  
13-22 novembre 2013**

**N° 40/2013 (Ouzbékistan)**

**Communication adressée au Gouvernement le 12 septembre 2013**

**Concernant Abdumavlon Abdurakhmonov**

**Le Gouvernement a répondu à la communication le 11 novembre 2013.**

**L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.**

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 24/7 du Conseil, en date du 26 septembre 2013. Conformément à ses Méthodes de travail (A/HRC/16/47, annexe, et Corr.1), le Groupe de travail a transmis la communication susmentionnée au Gouvernement.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

GE.14-13191 (F) 280514 280514



\* 1 4 1 3 1 9 1 \*

Merci de recycler



c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

### **Informations reçues**

#### *Communication émanant de la source*

3. L'affaire est résumée ci-après telle qu'elle a été rapportée au Groupe de travail sur la détention arbitraire.

4. Abdumavlon Abdurakhmonov est de nationalité tadjike, est âgé de 38 ans et appartient à l'ethnie tadjike. Il est arrivé en Ouzbékistan le 25 avril 2013, pour rendre visite à l'enfant né de son premier mariage. Il devait retourner au Tadjikistan le 28 avril 2013.

5. Selon les informations reçues, le frère de M. Abdurakhmonov, qui vit au Tadjikistan, a reçu le 29 avril 2013 un appel téléphonique de l'ex-femme de M. Abdurakhmonov l'informant que celui-ci avait été placé en détention le 27 avril 2013 par des membres des services de sécurité ouzbeks. Il aurait été détenu pendant deux jours dans un poste de police de Bekabad, dans l'est du pays, à 150 kilomètres de Tachkent.

6. La famille de M. Abdurakhmonov n'a eu aucun contact direct avec lui depuis son placement en détention en avril 2013. Elle a reçu, le 10 juin 2013, un appel téléphonique d'un homme disant s'être trouvé avec lui dans un centre de détention provisoire à Tachkent. Par la suite, des représentants de l'ambassade du Tadjikistan ont rendu visite à M. Abdurakhmonov au centre de détention provisoire de Tachkent et ont indiqué que son état de santé semblait satisfaisant.

7. La source fait observer que M. Abdurakhmonov se trouve en détention provisoire, sans avoir accès à un avocat ou pouvoir communiquer avec sa famille depuis plus de cinq mois. En outre, les motifs de sa détention ne lui ont toujours pas été communiqués. D'après la source, le fait qu'il soit détenu au secret l'expose en permanence au risque d'être torturé, malgré les visites des autorités tadjikes.

8. La source fait valoir que les normes internationales disposent clairement que les détenus ont le droit d'avoir immédiatement accès à un avocat de leur choix, d'informer un membre de leur famille ou des tiers de leur détention et d'être en contact avec leur famille. Elle soutient que ces normes n'ont pas été respectées au cours des cinq mois de détention provisoire de M. Abdurakhmonov.

#### *Réponse du Gouvernement*

9. Dans une lettre en date du 12 septembre 2013, le Groupe de travail a transmis les allégations ci-dessus au Gouvernement ouzbek et l'a prié de fournir des informations détaillées sur la situation actuelle de M. Abdurakhmonov.

10. Le Gouvernement, dans sa réponse datée du 11 novembre 2013, a indiqué que M. Abdurakhmonov, qui séjournait en Ouzbékistan sans domicile fixe, ni emploi, a été placé dans le Centre de réinsertion sociale et professionnelle destiné aux personnes sans domicile fixe ni emploi relevant du Ministère de l'intérieur. Au cours de son séjour dans ce Centre aucune demande de visite n'a été présentée par sa famille ou par un avocat. En outre, il n'a été objet d'aucune pression, ni d'aucun acte illégal au cours de son séjour au Centre. Le 5 octobre 2013, M. Abdurakhmonov a été remis en liberté et expulsé vers le pays dont il a la nationalité, le Tadjikistan, après que son identité a été établie.

*Observations complémentaires de la source*

11. Selon les informations reçues de la source le 13 novembre 2013, M. Abdurakhmonov a été remis en liberté le 7 octobre 2013 et il est rentré dans son pays, le Tadjikistan. Néanmoins, les motifs de son arrestation et de sa détention ne sont pas clairs et la source croit qu'ils pourraient notamment tenir à ce que l'intéressé se serait trouvé sur le territoire ouzbek sans son passeport.

**Délibération**

12. Étant donné que M. Abdurakhmonov a été remis en liberté, que, d'après la source, les motifs de son arrestation ne sont pas clairs et que les violations alléguées ont été niées par le Gouvernement, et conformément au paragraphe 17 a) de ses Méthodes de travail, le Groupe de travail décide de classer l'affaire.

[Adopté le 14 novembre 2013]

---